

Charles-Édouard Sénac

Professeur des universités

Droit public

COORDONNEES PROFESSIONNELLES

Courriel : charles-edouard.senac@u-bordeaux.fr

Adresse : Université de Bordeaux - CERCCLE - Bureau 204

4, rue du Maréchal Joffre - CS 61752 - 33075 Bordeaux Cedex

THEMES DE RECHERCHE

- Démocratie, relations gouvernants/gouvernés, déontologie et transparence de la vie politique
- Théorie et pratiques de la justice constitutionnelle

FONCTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Professeur des universités en droit public, Université de Bordeaux (depuis 2018)

Maître de conférences en droit public, Université de Picardie Jules Verne (2012-2018)

Chargé d'enseignements vacataire, Sciences-Po Paris (2011-2018)

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université d'Orléans (2011-2012).

Chargé d'enseignements vacataire, Universités Paris II, Versailles Saint-Quentin-en Yvelines et Évry Val d'Essonne (2010-2011).

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Paris II (2007-2009)

Allocataire-moniteur, Université Paris II (2004-2007)

AFFILIATIONS SCIENTIFIQUES

Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLE) UR 7436 - Université de Bordeaux

Centre Universitaire de Recherches sur l'Action publique et le Politique, Épistémologie et Sciences Sociales (CURAPP ESS) UMR 7319 - Université de Picardie Jules Verne et CNRS

Association française de droit constitutionnel (AFDC)

Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ)

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Membre du conseil scientifique du Groupement d'intérêt scientifique [Démocratie et participation](#)

Membre du conseil de laboratoire du Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLE) UR 7436 - Université de Bordeaux

PRIX ET DISTINCTIONS

Lauréat de la Fondation des Sciences sociales, promotion 2019 - « Crises de confiance ? »

Prix de thèse de l'Université Panthéon-Assas Paris II, 2010

ORGANISATION DE COLLOQUES ET JOURNEE D'ETUDES

[La violence contre les élus. Approches juridiques](#) (avec Ch. Claverie-Rousset), journée d'études, 13 mars 2026, Université de Bordeaux

[Retour sur une autolimitation du juge : le refus de se substituer aux pouvoirs publics](#) (avec Jean-Philippe Ferreira), journée d'études, 20 mars 2025, Université de Bordeaux

[L'âge de voter. Dépasser le droit de vote à 18 ans ?](#) (avec M ? Paoletti), 19 septembre 2024, Université de Bordeaux

[L'exemplarité des gouvernants](#) (avec O. Beaud, É. Buge et C. Guérin-Bargues), 10 février 2022, Université Paris II Panthéon Assas

[La démocratie illibérale en droit constitutionnel](#) (avec V. Barbé), 7 et 8 avril 2021, colloque en ligne

[Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt](#) (avec Bertrand-Léo Combrade et Maxence Christelle), 29 mars 2021, colloque en ligne

[La révocation populaire des élu-e-s](#), 16 et 17 octobre 2019, Université de Bordeaux

[La vie privée des responsables publics](#), 6 et 7 février 2019, Université de Picardie Jules Verne

ORGANISATION DE CONFERENCES ET DE TABLE-RONDES

Les nouvelles nominations au Conseil constitutionnel, conférence-débat, 27 février 2025, Université de Bordeaux

[Le juge constitutionnel idéal](#), table-ronde, 6 février 2025, Université de Bordeaux

[Autour de l'ouvrage : Une fièvre américaine. Choisir les juges à la Cour suprême](#), conférence-débat avec l'auteur Julien Jeanneney, 22 janvier 2025, Université de Bordeaux

[La Constitution de la V^e République, doyenne des constitutions françaises](#), conférence-débat 27 mars 2024, Université de Bordeaux

[1971-2021 : Les 50 ans de la décision "Liberté d'association" du Conseil constitutionnel](#), conférence-débat, 30 septembre 2021, Université de Bordeaux

[1819-2019 : Bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes »](#), conférence-débat, 27 mars 2019, Université de Bordeaux

ANIMATION D'UN GROUPE DE RECHERCHE

La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique, codirection avec M. Christelle et B.-L. Combrade du projet de recherche QPC 2020 encadré par le CURAPP-ESS de l'UPJV et du CNRS, sept. 2018-juin 2020.

PARTICIPATION A UN GROUPE DE TRAVAIL

Responsabilité(s) des décideurs publics face à la pandémie Covid-19, dir. E. Bottini, groupe de travail franco-italien de l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice, sept. 2022-sept. 2024.

La légitimité en finances publiques, dir. C. Husson-Rochcongar, groupe de travail de la Société Française de Finances Publiques (SFFP), mai 2018-déc. 2019.

La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux en droit comparé, dir. D. Piana et F. Moliné, Société de législation comparée, sept. 2016-sept. 2018.

DIRECTION DE THESE

Mme Chloé Dubourg, *La destitution du parlementaire. Contribution à une théorie générale du mandat parlementaire*, Université de Bordeaux, 2024-...

Mme Emma Crichi, *Les Civic Techs et l'évolution des relations entre gouvernants et gouvernés*, Université de Bordeaux, 2023-...

M. Maxime Millon, *Les assemblées citoyennes. Étude comparée de la démocratie participative franco-irlandaise*, codir. Marie-Claire Ponthoreau, Université de Bordeaux, 2021-...

M. Pierre-Louis Paillot, *Mutations et dynamiques de l'initiative parlementaire : étude de la vitalité démocratique du Parlement sous la Cinquième République*, codir. Ferdinand Mélin-Soucramanien, Université de Bordeaux, 2021-...

Mme Elia Verdon, *La surveillance des populations par l'État : une étude de droit public et d'informatique*, codir. François Pellegrini, Université de Bordeaux, 2020-...

Mme Sara Aouiss, *Les groupes d'intérêt et la confection de la loi. Étude de droits public*, Université de Bordeaux, 2019-....

TRAVAUX ET PUBLICATIONS

1) Droit constitutionnel institutionnel

Direction d'ouvrages collectifs

-*La vie privée des responsables publics*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Paradoxa », 2027 (à paraître).

-*La démocratie illibérale en droit constitutionnel* (avec V. Barbé et B.-L. Combrade), Éditions Larcier-Bruylant, coll. « À la croisée des droits », 2023.

- *La révocation populaire des élus*, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit public », 2022.

Articles, chapitres, contributions et notices

- « L'extension de la neutralité religieuse aux parlementaires sous la Cinquième République », in J.-Ph. Ferreira, P. Gervier, A.-M. Lecis Cocco Ortu, A. Neyrat, S. Niquège (dir.), *L'existence d'un droit administratif parlementaire : regards croisés*, Mare & Martin (à paraître).
- L'interdiction d'être ministre en cas d'agissements portant atteinte aux fonctions de membre du Gouvernement. Regards comparés (France-Italie) » (avec C. Aynès), *Jus Politicum*, n° 34 (à paraître).
- « Le veto populaire et la Constitution de 1793 » in M. Bouaziz et É. Lemaire (dir.), *Participation citoyenne et démocratie. Enjeux théoriques, perspectives comparées*, Classiques Garnier, 2026, p. 201-225.
- « Introduction. Le bon âge pour voter. L'abaissement du droit de vote à 16 ans en France est-il souhaitable ? » (avec M. Paoletti), in M. Paoletti et Ch.-Éd. Sénac (dir.), *L'âge de voter. Dépasser le droit de vote à 18 ans ?*, Maison des Sciences Humaines Bordeaux, 4 déc. 2025, [en ligne](#)
- « Pour une dissolution populaire de l'Assemblée nationale », *JP Blog*, 31 oct. 2025, [en ligne](#).
- « V° Loyauté (droit public) », in J.-F. Kerléo et É. Lemaire (dir.), *Dictionnaire de l'éthique publique*, LexisNexis, 2025, p. 207-208.
- « V° Vie privée », in J.-F. Kerléo et É. Lemaire (dir.), *Dictionnaire de l'éthique publique*, LexisNexis, 2025, p. 301-302.
- « V° Mandat », in D. Connil, P. Jense-Monge et A. de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Éditions Larcier-Bruylant, coll. « Études parlementaires », 2023, p. 684-686.
- « V° Mandat impératif », in D. Connil, P. Jense-Monge et A. de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Éditions Larcier-Bruylant, coll. « Études parlementaires », 2023, p. 687-689.
- « V° Révocation populaire », in D. Connil, P. Jense-Monge et A. de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Éditions Larcier-Bruylant, coll. « Études parlementaires », 2023, p. 1023-1025.
- « Propos introductifs » (avec V. Barbé et B.-L. Combrade), in V. Barbé, B.-L. Combrade, Ch.-Éd. Sénac (dir.) *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Éditions Larcier-Bruylant, coll. « À la croisée des droits », 2023, p. 9-12.
- « Vie privée des gouvernants et exemplarité », in Olivier Beaud, Éric Buge, Cécile Guérin-Bargues, Charles-Édouard Sénac (dir.), *L'exemplarité des gouvernants*, *Jus Politicum*, n° 28, août 2022, [en ligne](#)
- « La révocation populaire des élus. Anatomie d'une institution démocratique », in T. Pasquier-Briand (dir.) *Spicilegium Juris Politici. Mélanges offerts à Philippe Lauvaux*, Éditions Panthéon-Assas, 2021, p. 777-795.
- « Le contrôle populaire des parlementaires en France et au Royaume-Uni : avancée démocratique ou virage populiste ? », in A. Antoine, A. Blick, G. Gadbin-George, E. Gibson-Morgan (dir.), *Les constitutions sous pressions : la France et le Royaume-Uni à l'ère du populisme et du Brexit*, Société de législation comparée, coll. « Droit comparé et européen », 2021, p. 151-169.

- « Le contrôle populaire des élus », in Claudia Senik (dir.), *Crise(s) de confiance*, La Découverte, coll. « Recherches », 2020, p. 56-72, [en ligne](#).
- « Les enjeux constitutionnels de la transparence de la vie publique », in Guillaume Tusseau (dir.), *La déontologie publique : trajectoire et présence d'une notion ambiguë, I. La transparence : principe et limites*, Institut Francophone pour la Justice et la démocratie, coll. « Colloques & essais », 2019, p. 197-228, [en ligne](#).
- « Données personnelles et transparence de la vie publique », in Emmanuel Netter (dir.), *Regards sur le nouveau droit des données personnelles*, CEPRISCA, coll. « Colloques », p. 317-341 ; *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2018 chron. n° 19, [en ligne](#)
- « Pouvoirs publics et loyauté », in S. Ferrari et S. Hourson (dir.), *La loyauté en droit public*, Fondation Varennes, coll. « Colloques & essais », 2018, p. 150-162, [en ligne](#).
- « Les limites au pouvoir de révision de la nouvelle Constitution tunisienne », *Revue Générale du Droit*, 2014, n° 14739.
- « La loi "reconnaissant" le vote blanc : l'art de prendre les électeurs pour des pions », *Revue générale du droit*, 2014, n° 14748.

Communications

- « L'absence de veto populaire en France », in M. Bouaziz et E. Lemaire (dir.), *Participation citoyenne et démocratie. Enjeux théoriques. Perspectives comparées*, 23-24 mai 2024, Université de Dijon.
- « Veto populaire et justice constitutionnelle. Prospectives franco-américaines », in A. Geblat (org.), *Constitutionnalisme populaire et justice constitutionnelle*, Journée d'études, 5 janvier 2023, Université de Rouen.
- « Les acteurs. Le regard du constitutionnaliste », in -Ph. Ferreira, P. Gervier, A.-M. Lecis Cocco Ortu, A. Neyrat, S. Niquège (org.), *L'existence d'un droit administratif parlementaire : regards croisés*, Journée d'études décentralisée de l'AFDC, 25 novembre 2022, Université de Bordeaux.
- « Quel peuple pour le constitutionnalisme populaire ? », in Th. Acar et A. Gelblat (org.), *Le constitutionnalisme populaire*, Atelier des Deuxièmes rencontres de la SFPJ, 29 et 30 septembre 2022, Université de Toulouse 1 Capitole.
- « Populisme, démocratie et contrôle populaire des gouvernants », in N. Blanc-Noël et Th. Dauphin (org.), *Vers un nouvel âge des extrêmes ? Populisme et transformations sociales*, 28 octobre 2021, Université de Bordeaux.
- « Le contrôle populaire des élus », in C. Senik (dir.), *Crise(s) de confiance*, journée d'étude de la Fondation des Sciences sociales, Sciences Po Paris, 15 novembre 2019.
- « Le projet de réforme institutionnelle. Un Parlement affaibli ? », in B.-L. Combrade (org.), *Le projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, 5 juin 2018, Université de Picardie Jules Verne.
- « Données personnelles et transparence de la vie publique », in E. Netter (dir.), *Regards sur le nouveau droit des données personnelles*, 7 et 8 novembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.

- « Le contrôle parlementaire du renseignement et de l'antiterrorisme », in M. Boumghar et L. Delabie (org.), *État de droit et dispositifs juridiques relatifs à la lutte contre le terrorisme : la tension entre mesures exceptionnelles et droit commun*, 30 septembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.
- « Pouvoirs publics et loyauté », in S. Ferrari et S. Hourson (dir.), *La loyauté en droit public*, 19 octobre 2015, Université Paris Descartes.
- « Les enjeux constitutionnels de la transparence de la vie publique », in Guillaume Tusseau (dir.), *La déontologie publique : trajectoire et présence d'une notion ambiguë, I. La transparence : principe et limites*, 14 mai 2014, Sciences Po Paris.

2) Justice constitutionnelle

Ouvrage

- L'office du juge constitutionnel. Étude du contrôle de constitutionnalité par les juridictions françaises*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ Lextenso Éditions, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », vol. 145, 2015, 613 p.

Direction d'ouvrages collectifs

- Contentieux des droits et libertés constitutionnels. Droit et pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC)* (avec S. Benzina, LGDJ Lextenso éditions, coll. « Droit et pratique professionnelle, 2025

Articles, chapitres et contributions

- « Le Conseil constitutionnel selon Emmanuel Macron : la justice constitutionnelle au prisme du néolibéralisme » in Th.Carrère, E. Kohlhauer, R. Reneau (dir.), *Le droit constitutionnel à l'épreuve du quinquennat d'Emmanuel Macron*, Presses universitaires de Rennes, coll. « L'Univers des normes », 2026, p. 243-255.
- « Le champ d'application de la QPC », in S. Benzina et Ch.-É. Sénac (dir.), *Contentieux des droits et libertés constitutionnels. Droit et pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC)*, LGDJ Lextenso éditions, coll. « Droit et pratique professionnelle, 2025, p. 17-55.
- « La procédure de la QPC », in S. Benzina et Ch.-É. Sénac (dir.), *Contentieux des droits et libertés constitutionnels. Droit et pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC)*, LGDJ Lextenso éditions, coll. « Droit et pratique professionnelle, 2025, p. 57-137.
- « Le droit au respect de la vie privée », in S. Benzina et Ch.-É. Sénac (dir.), *Contentieux des droits et libertés constitutionnels. Droit et pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC)*, LGDJ Lextenso éditions, coll. « Droit et pratique professionnelle, 2025, p. 181-239.
- « Le Premier ministre et le Conseil constitutionnel : un jeu de l'amour et du hasard », *Pouvoirs*, n° 192, 2025, p. 51-62.
- « Georges Vedel et le Conseil constitutionnel : un défenseur inébranlable », in S. Benzina et J. Jeanneney (dir.), *La doctrine et le Conseil constitutionnel*, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2024, p. 61-84.

- « QPC et stratégie argumentative des groupes d'intérêt en matière d'interprétation constitutionnelle » (avec M. Christelle), *La Revue des droits de l'homme*, n°21, 2022, [en ligne](#).
- « Y a-t-il encore place pour la découverte de nouveaux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ? », *Titre VII*, n° 8, avril 2022, [en ligne](#).
- « Légalité constitutionnelle et légitimité politique de la décision budgétaire. À propos du contrôle *a priori* des lois de finances initiales par le Conseil constitutionnel », in C. Husson (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit et gestions publiques », 2022, p. 387-401.
- « La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique » (avec M. Christelle et B.-L. Combrade), *Titre VII*, 2020, hors-série, [en ligne](#).
- « Le contrôle des lois pénales incriminant les abus de la liberté d'expression par le Conseil constitutionnel », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2017, chron. n° 27, [en ligne](#).
- « La répression pénale des abus de la liberté d'expression devant le Conseil constitutionnel français », in M.-C. Najm Kobeh (dir.), *La liberté d'expression et ses juges : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives*, Éditions de l'USJ, 2018, p. 39-73.
- « Le constat juridictionnel de l'abrogation implicite d'une loi par la Constitution », *Revue du droit public*, 2008, n° 4, p. 1081-1099.

Communications

- « L'apport de la jurisprudence constitutionnelle au pluralisme local, une voie de parlementarisation ? », in F. Lérique et S. Manson (dir.), *Le pluralisme local*, 8 février 2024, Université de Bordeaux.
- « Georges Vedel et le Conseil constitutionnel », in S. Benzina et J. Jeanneney (dir.), *La doctrine et le Conseil constitutionnel*, 11 et 12 mai 2023, colloque à l'Université de Strasbourg.
- « Peut-on reconstruire la démocratie sans le peuple ? », in L. Guerlain, N. Hakim, X. Prévost (org.), *Lectures de ... La Cour constitutionnelle fédérale allemande. Reconstruire une démocratie par le droit (1945-1961) d'Aurore Gaillet*, 10 novembre 2022, Université de Bordeaux.
- « Le Conseil constitutionnel selon Emmanuel Macron : la justice constitutionnelle au prisme du néolibéralisme » in Th. Carrère, E. Kohlhauer, R. Reneau (dir.), *Le droit constitutionnel à l'épreuve du quinquennat d'Emmanuel Macron*, 10 et 11 mars 2022, colloque à l'Université du Mans.
- « Propos introductifs : les noces d'or du droit constitutionnel des libertés », in Ch.-Éd. Sénac (org.), *Conférence-débat à l'occasion du cinquantième de la décision Liberté d'association du Conseil constitutionnel*, 30 septembre 2021, Université de Bordeaux.
- « Les groupes d'intérêt et la Question prioritaire de constitutionnalité » (avec M. Christelle), in P. Rapi (dir.) *Les interprétations concurrentes de la constitution*, 20 mai 2021, colloque en ligne.
- « Le contrôle des lois pénales incriminant les abus de la liberté d'expression par le Conseil constitutionnel », communication au X^{ème} Congrès français de droit constitutionnel, 22-24 juin 2017, Lille.
- « La répression pénale des abus de la liberté d'expression devant le Conseil constitutionnel français », in M.-C. Najm Kobeh (dir.), *La liberté d'expression et ses juges : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives*, colloque international 2 et 3 mars 2017, Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Commentaires, notes, chroniques

- « Saisine directe du Conseil constitutionnel d'une question prioritaire de constitutionnalité. Chronique sous Cons. const., 21 nov. 2014, n° 2014-440 QPC, M. Jean-Louis M. », in D. Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 16-17.
- « Cour de discipline budgétaire et financière. Chronique sous Cons. const., 24 oct. 2014, n° 2014-423 QPC, M. Stéphane R et a. », in D. Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 17-18.
- « Le renouveau de la jurisprudence *État d'urgence en Nouvelle-Calédonie* », *Revue du droit public*, 2013, n° 6, p. 1453-1488.
- « Le Conseil constitutionnel pose une question préjudicielle à la Cour de Luxembourg, CC, déc. n° 2013-314P QPC, 4 avril 2013, M. Jeremy F. [Absence de recours en cas d'extension des effets du mandat d'arrêt européen - question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne] », *Revue générale du droit*, 2013, n° 7288, [en ligne](#).
- « La recevabilité de la question prioritaire de constitutionnalité contre une loi du pays de Nouvelle-Calédonie : désaccords au Palais-Royal. Note sous CE, 11 avril 2012, Établissements Bargibant SA, n° 356339 et CC, 22 juin 2012, Établissement Bargibant SA, n° 2012-258 QPC », *Revue française de droit administratif*, 2012, n° 5, p. 977-990, [en ligne](#).
- « Chronique sous Cons. const., 18 juin 2012, n° 2012-254 QPC : Fédération de l'énergie et des mines - Force ouvrière FNEM FO (Régimes spéciaux de sécurité sociale) », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 23 oct. 2012, p. 22.
- « Chronique sous Cons. const., 25 nov. 2011, n° 2011-199 QPC : M. Michel G. (Discipline des vétérinaires) », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 10 juin 2012, p. 18-19.
- « La censure d'une discrimination entre héritiers français et étrangers par le juge constitutionnel. Note sous Cons. const., 5 août 2011 (déc. n° 2011-159 QPC) », *Gazette du Palais*, 12 oct. 2011, p. 5-7.

3) Droit administratif et libertés publiques

Articles, chapitres et contributions

- « La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux au Royaume-Uni » (avec A. Duffy-Meunier et S. Hourson), in D. Piana et F. Molinié (dir.), *La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux en droit comparé*, Société de législation comparée, coll. « Droit comparé et européen », vol. 30, 2018, p. 203-228.
- « L'ambivalence du double degré de juridiction en contentieux administratif », in B. Defoort (dir.), *L'appel : regards croisés en procédures civile et administrative*, Institut Francophone pour la Justice et la démocratie, coll. « Colloques & essais », 2020, p. 37-48.
- « Le droit à l'oubli en droit public », *Revue du droit public*, 2012, n° 4, p. 1157-1170

- « Le concept d'irresponsabilité de la puissance publique », *Revue française de droit administratif*, 2011, n° 6, p. 1198-1207, [en ligne](#).

Communication

- « L'ambivalence du double degré de juridiction en contentieux administratif », in B. Defoort (dir.), *L'appel : regards croisés en procédures civile et administrative*, 5 octobre 2018, Université de Tours.
- « L'impact sur la liberté d'expression de la lutte anti-terrorisme », in D. Piana et F. Molinié (org.), *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux en droit comparé*, 10 novembre 2017, Sciences Po Paris.
- « La liberté religieuse de l'usager du service public est-elle source de discriminations positives ? Le cas des menus confessionnels en prison », in C. Husson (org.), *État et religion. La souveraineté de l'individu face à l'État souverain*, 15 décembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.

Commentaires, notes, chroniques

- « Le principe de laïcité comme PFRLR, Commentaire sous CE, 6 avril 2001, Syndicat national des enseignants du second degré, requête numéro 219379, requête numéro 221699, requête numéro 221700 : rec. p. 521. », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1868, [en ligne](#).
- « Conseil constitutionnel et réserves d'interprétation "par ricochet", Commentaire sous CE Sect., 22 juin 2007, Lesourd, requête numéro 288206 », *Revue générale du droit*, 2007, numéro 1861, [en ligne](#).
- « La technique d'interprétation conforme d'un texte de loi, Commentaire sous l'arrêt CE Ass., 14 décembre 2007, Département de la Charente Maritime, n°286891 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 186, [en ligne](#).
- « Ordonnances de l'article 38 et gouvernement titulaire de l'habilitation, Commentaire sous l'arrêt CE Sect. 5 mai 2006 Schmitt n° 282352 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1858, [en ligne](#).
- « Valeur et invocabilité de la Charte de l'environnement, Commentaire sous CE, 19 juin 2006, Association Eau et rivières de Bretagne, requête numéro 282456 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1851, [en ligne](#).
- « Régime des ordonnances non ratifiées, Conseil d'Etat, Ass., 11 décembre 2006, Conseil national de l'ordre des médecins, requête numéro 279517, requête numéro 283983, publié au recueil Lebon p. 510 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1857, [en ligne](#).

4) Philosophie et théorie du droit

Articles, chapitres et contributions

- « La théorie réaliste de l'interprétation est-elle une théorie anarchiste ? », in Ch. Bertrand, R. Brett, F. Pulliero, N. Wagener (dir.) *Droit et anarchie*, Éditions L'Harmattan, coll. Presses universitaires de Sceaux, 2013, p. 103-118, [en ligne](#).

- « Les typologies de la recherche interdisciplinaire », in E. Bottini, P. Brunet, L. Zevounou (dir.) *Usages de l'interdisciplinarité en droit*, Presses Universitaires de Paris Ouest, coll. Sciences juridiques et politiques, 2014, p. 19-33, [en ligne](#).

Communications

- « Propos introductifs : présentation d'un classique de la culture juridique », in Ch.-É. Sénac (org.), *Conférence-débat à l'occasion du bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes »*, 27 mars 2019, Université de Bordeaux.
- « "Quelle légitimité pour le Conseil constitutionnel ?" Interroger les discours », in C. Husson-Rochcongar (org.), *La légitimité en finances publiques (I). L'hypothèse de la légitimité organique : qui a le « dernier mot » en matière financière ?*, 13 décembre 2018, Université de Picardie Jules Verne.
- « La théorie réaliste de l'interprétation est-elle une théorie anarchiste ? », in Ch. Bertrand, R. Brett, F. Pulliero, N. Wagener (dir.) *Droit et anarchie*, 23 novembre 2012, Université Paris Sud.
- « Les typologies de la recherche interdisciplinaire », in E. Bottini, P. Brunet, L. Zevounou (dir.) *Usages de l'interdisciplinarité en droit*, 5 et 6 octobre 2011, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

5) Diffusion de la recherche

- « L'exemplarité des gouvernants », interview par Willy Rovelli dans l'émission « On n'est pas à l'abri de faire une bonne émission », France Bleu, 16 mars 2022.
- Participation à une table-ronde de l'université d'été d'Anticor sur le thème « Résister à la corruption : quels contre-pouvoirs ? », 2 octobre 2021, Bordeaux.
- « Comment destituer nos Maires ? », interview par Manon Mercier, *France info TV*, 28 juin 2020, [en ligne](#).
- « Affaire Griveaux : le contrôle des responsables publics, et non le voyeurisme, doit orienter le regard du public », *Le Monde*, 18 février 2020, p. 27.
- « Élections municipales : condamnés aujourd'hui, élus demain ? », interview par Gilles Rof et Julie Carriat, *Le Monde.fr*, 26 novembre 2019.

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

ENSEIGNEMENTS (CM) ACTUELS :

Contentieux constitutionnel, *M2 Droit et pratique des contentieux publics*, Université de Bordeaux
 Libertés fondamentales, *M2 Droit public approfondi*, Université de Bordeaux
 Garanties des libertés, *L3 CPES*, Université de Bordeaux
 Droits constitutionnels européens, *L2 droit*, Université de Bordeaux
 Droit constitutionnel français, *L1 droit*, Université de Bordeaux

Histoire des idées politiques, *L1 droit*, Université de Bordeaux

ENSEIGNEMENTS (CM) PASSES :

Droit public, *IEJ Prépa ENM*, Université de Bordeaux

Introduction au droit public américain, *L1 droit et langue*, Université de Bordeaux

Droit et cultures, *L1 droit parcours droit international*, Université de Bordeaux

Contentieux constitutionnel, *M1 droit*, Université de Picardie Jules Verne

Contentieux administratif, *M1 droit*, Université de Picardie Jules Verne

Droit du service public, *M1 administration publique*, Université de Picardie Jules Verne

Procédures administratives, *L2 droit*, Université de Picardie Jules Verne

Droit constitutionnel, *L1 droit*, Université de Picardie Jules Verne

AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES

Chargé de mission QPC, service juridique du Conseil constitutionnel, nov. 2010-déc. 2012

Stagiaire, service de la documentation du Conseil constitutionnel (févr.-mars 2007 et juill.-août 2007).

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

Responsable de la mention des masters de droit public de l'université de Bordeaux (6 parcours), 2020-...

Directeur du master droit public approfondi de l'université de Bordeaux, 2022-...

Membre élu du conseil de l'UFR droit et science politique de l'université de Bordeaux, 2023-...

Membre élu du conseil de laboratoire du CERCLE, 2019-...

Vice-président de la section de droit public de de l'université de Bordeaux, 2024-...